Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 JUILLET 1897.

Projet de loi portant approbation de divers contrats relatifs à des biens domaniaux et autorisation d'aliéner des immeubles (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. HOYOIS

MESSIEURS,

Le projet soumis à la Législature n'a fait dans les sections ni en section centrale l'objet d'aucune critique. Il comporte approbation d'une série de contrats relatifs à des biens domaniaux et autorisation d'aliéner des immeubles.

La section centrale considère comme justifiées les demandes d'autorisation d'aliénation d'immeubles dont elle est saisie. Les contrats divers soumis à la Législature lui paraissent sauvegarder suffisamment les droits de l'État, même ceux comprenant, à raison de circonstances spéciales et des fins de l'opération, des cessions gratuites ou à mi-prix.

Plusieurs des aliénations projetées sont justifiées par des considérations d'hygiène publique.

Telle celle ayant pour objet un ancien bras de la Senne à Vilvorde. Telle aussi celle concernant une parcelle de terrain sise en face du nouvel hôpital de Tournai, provenant des anciennes fortifications de cette ville et sur laquelle l'administration communale se propose d'établir une place ou jardin public.

Telle encore celle concernant le bâtiment affecté à Leuze au casernement de la gendarmerie. A diverses reprises, durant ces trois dernières années,

(1) Projet de loi, n° 192.

(2) La section centrale, présidée par M. TACK, était composée de MM. HEYNEN, HUYSHAUWER, HOYOIS, CARTON DE WIART, MAENHOUT et VAN CAUWENBERGHE.

MM. Moyart, Heeq et Hoyois, députés de Tournai, ont signalé les conditions déplorables, au point de vue hygiénique, de cette caserne. Le contrat y relatif soumis à l'approbation de la Législature répond donc à des plaintes justifiées, qui ont été portées à la tribune nationale et auxquelles M. le Ministre de la Guerre avait promis de faire droit. Aux termes de la convention intervenue entre l'État et la province, cette dernière construira, à ses frais, une nouvelle caserne, et l'État, notamment pour atténuer la charge devant résulter pour la province de l'exécution du susdit travail, lui abandonne à titre gratuit la propriété affectée actuellement au logement de la gendarmerie en exécution d'un arrêté du préfet du 23 fructidor an XI.

La section centrale a, en conséquence, l'honneur de proposer à la Chambre l'adoption du projet de loi.

Le Rapporteur,

Jos. HOYOIS.

Le Président,

P. TACK.